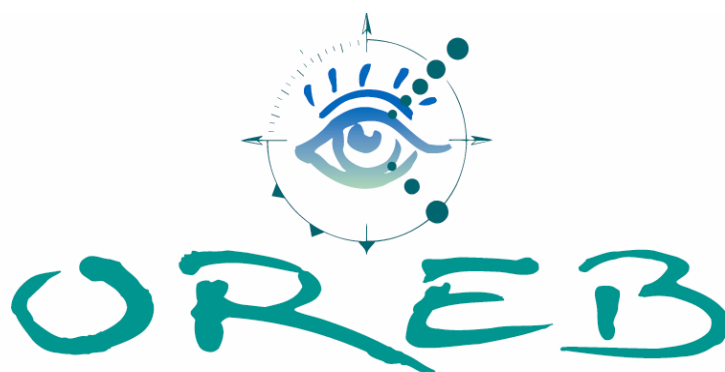


Les politiques, programmes et mesures publiques en faveur du bocage

Rapport de synthèse

Décembre 2005



Observatoire régional de l'environnement de Bourgogne

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	1
Les Contrats territoriaux d'exploitation (CTE)	1
Description de la mesure	1
Application en Bourgogne.....	2
Limites de la mesure.....	2
☞ Pistes de réflexion.....	2
Les contrats d'agriculture durable (CAD)	2
Description de la mesure	2
Application en Bourgogne.....	3
Limites de la mesure.....	3
☞ Pistes de réflexion.....	3
Mesures agri-environnementales	3
Description de la mesure	3
Application en Bourgogne.....	3
Limites de la mesure.....	4
☞ Pistes de réflexion.....	4
Les protections réglementaires.....	4
◆ Espaces boisés classés (EBC) dans les POS ou les PLU	4
Description de la mesure	4
Application en Bourgogne.....	4
Limites de la mesure.....	4
◆ Identification des haies	5
Description de la mesure	5
Application en Bourgogne.....	5
Limites de la mesure.....	5
◆ Arrêté préfectoral de protection des haies	5
Description de la mesure	5
Application en Bourgogne.....	5
Limites de la mesure.....	6
☞ Pistes de réflexion.....	6
La prise en compte des haies dans les déclarations de surfaces	6
Description de la mesure	6
Application en Bourgogne.....	6
☞ Pistes de réflexion.....	6
Plan bocage du Conseil régional de bourgogne	7
Description de la mesure	7
Application.....	7
Limites de la mesure.....	7
☞ Pistes de réflexion.....	7
Aides aux cuma.....	7
Description de la mesure	7
Application en Bourgogne.....	7
Limites de la mesure.....	8
☞ pistes de réflexion	8
Opération d'aménagement foncier : le remembrement	8
Description de la mesure	8
Application en Bourgogne.....	9
Limites de la mesure.....	9
☞ Pistes de réflexion.....	9
REMERCIEMENTS	10
BIBLIOGRAPHIE	11

INTRODUCTION

L'OREB a développé, en partenariat avec l'ENESAD, un dispositif d'observation des évolutions des bocages bourguignons. Dans ce cadre, les raisons qui expliquent le maintien ou le recul des haies ont pu être analysées - et notamment, parmi ces raisons, le rôle des politiques publiques.

Ce rapport présente une synthèse de l'état des lieux des politiques et mesures qui peuvent contribuer à la conservation des bocages en Bourgogne. Il propose également des pistes de réflexions pour en améliorer l'efficacité.

Il reprend les principales conclusions du travail réalisé en 2005 et qui a fait l'objet d'un mémoire de stage réalisé par Bertrand Leroy, élève ingénieur à l'ENESAD, et dont le rapport complet est disponible au centre d'information et de documentation de l'OREB.

LES CONTRATS TERRITORIAUX D'EXPLOITATION (CTE)

Les CTE ne sont plus contractualisables depuis 2002, mais ceux qui ont été signés jusqu'à cette date courent jusqu'en 2007.

DESCRIPTION DE LA MESURE

Le CTE est une démarche volontaire de contractualisation entre l'exploitant et l'Etat, pour une durée de 5 ans. Il s'appuie sur un projet portant sur l'ensemble de l'exploitation : l'agriculteur s'engage à développer une activité agricole multifonctionnelle qui contribue en même temps à la production agricole, à la création de valeur ajoutée, mais aussi à la protection et à la gestion des ressources naturelles, des paysages et de la diversité biologique, à l'équilibre des territoires et à l'emploi.

Le CTE comprend nécessairement deux parties :

- un volet socio-économique
- un volet environnemental

Il comprend pour chacun des deux volets une ou plusieurs mesures types choisies parmi les mesures types arrêtées au niveau départemental.

Les CTE ont été mis en application à partir de 2000. Les procédures CTE ont été suspendues en 2002 et remplacées par les CAD. Cependant, les CTE signés antérieurement restent valables jusqu'à leur terme, soit 5 ans. Les derniers CTE prendront ainsi fin en 2007.

Parmi les mesures existantes dans les CTE, trois concernent spécifiquement les haies et le bocage :

- Plantation et entretien d'une haie
- Réhabilitation de haies
- Entretien des haies et préservation globale du bocage

Chacune de ces mesures s'applique à l'ensemble de la SAU d'une exploitation. Elle ne peut pas être prise sur une parcelle ou un îlot unique.

APPLICATION EN BOURGOGNE

20% des exploitations bourguignonnes ont contractualisé un CTE. Parmi ceux-ci, la moitié comportait l'une des trois mesures concernant les haies, dont 80% relative à la mesure "entretien et préservation". Ces mesures ont été principalement contractualisées en Saône-et-Loire et dans le Nièvre, les deux départements les plus bocagers

LIMITES DE LA MESURE

Parmi les 3 mesures concernant les haies, celle sur la préservation du bocage a été la plus largement contractualisée. L'impact réel de cette mesure reste cependant difficile à évaluer, dans la mesure où ces exploitants ont pu obtenir des aides pour un entretien qu'ils effectuaient déjà auparavant.

D'autre part, la faible proportion de mesure "Plantation d'une haie" (76 contrats sur un total de 3557) montre que les CTE n'ont eu que peu d'effet sur la création de haies.

Enfin, l'absence de suivi des mesures contractualisées fait qu'on ne sait pas dans quelle mesure les cahiers des charges sont respectés.

👉 PISTES DE REFLEXION

Aujourd'hui les CTE n'existent plus et ont été remplacé par les CAD.

LES CONTRATS D'AGRICULTURE DURABLE (CAD)

DESCRIPTION DE LA MESURE

Le contrat d'agriculture durable contribue à la mise en œuvre d'un projet d'exploitation intégrant les fonctions environnementales, économiques et sociales de l'agriculture, dans une perspective de développement durable. Il porte en particulier sur la contribution de l'exploitation agricole à la préservation des ressources naturelles et à l'occupation et l'aménagement de l'espace rural, en vue notamment de lutter contre l'érosion, de préserver la qualité des sols, la ressource en eau, la biodiversité et les paysages. Les contrats d'agriculture durable ont été créés par le décret n° 2003-675 du 22 juillet 2003. Ses conditions de mise en œuvre sont précisées dans l'arrêté du 30 octobre 2003.

Ils sont signés pour une durée de 5 ans entre une collectivité ou un exploitant agricole et l'Etat.

Il existe deux types de CAD :

- les CAD territoriaux : ils rassemblent des mesures de protection de l'environnement qui sont applicables sur des territoires spécifiques. En Bourgogne, 9 territoires sont concernés par ce type de CAD. Deux enjeux environnementaux sont retenus pour chacun de ces territoires.
- les CAD départementaux : ils regroupent des mesures agro-environnementales à caractère nationaux.

Chaque type de CAD présente des actions prioritaires et des actions complémentaires.

Les mesures qui s'appliquent aux haies entrent dans les mesures relatives à l'enjeu "Paysage" des CAD territoriaux (mesures prioritaires ou complémentaires).

APPLICATION EN BOURGOGNE

Fin 2004, environ 250 CAD avaient été signés en Bourgogne, sur les 16 000 exploitations de la région. Parmi les contrats signés, moins de 45 comprenaient une mesure haies. La mesure relative à la réhabilitation des haies n'a pas été contractualisée, la mesure "plantation" a concerné plus de 3 600 ml (mètres linéaires) de haie et la mesure entretien, 30 000 ml environ.

LIMITES DE LA MESURE

↳ *L'application sur le territoire*

Les mesures haies ne sont pas applicables sur l'ensemble de la Bourgogne. Elles ne peuvent être contractualisées que sur un territoire où l'enjeu paysage a été retenu : la haie est retenue comme un élément paysager, mais pas le rôle qu'elle joue dans le maintien de la biodiversité ou de la qualité des eaux.

↳ *La compatibilité avec d'autres mesures*

Les exploitants ne sont pas autorisés à multiplier les mesures d'un CAD, et choisissent prioritairement des mesures plus avantageuses que les mesures haies.

D'autre part, les CAD ne sont pas cumulables avec la Prime Herbagère Agro-Environnementale (PHAE), qui est très utilisée en Bourgogne.

☞ PISTES DE REFLEXION

Les mesures haies ne sont contractualisables dans les CAD que sur les territoires où l'enjeu paysage a été retenu, alors que les haies remplissent une fonction écologique importante, notamment en matière de biodiversité et de qualité des eaux. Intégrer les mesures haies dans les enjeux biodiversité et préservation de la ressource en eau augmenterait la possibilité pour les agriculteurs de contractualiser ces mesures.

MESURES AGRI-ENVIRONNEMENTALES

DESCRIPTION DE LA MESURE

Les **mesures agri-environnementales** (MAE) ont pour objectif de favoriser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Elles ont été mises en place à partir de 1991. Ces mesures se traduisent par des aides ou des rémunérations accordées aux agriculteurs sous la forme d'un engagement contractuel entre l'Etat, l'Union Européenne et des exploitants agricoles, pour une durée de 5 à 10 ans (voire 20 ans).

En France, la plupart des MAE ont été mises en œuvre dans le cadre de dispositifs contractuels tels que les CTE puis les CAD. Il est toutefois possible de souscrire une MAE isolée.

APPLICATION EN BOURGOGNE

Les agriculteurs bourguignons ne peuvent pas prendre de mesures haies en dehors des CAD ou CTE. Toutefois, en Saône-et-Loire, quand un agriculteur souscrit la Prime Herbagère (PHAE), il a la possibilité de contractualiser simultanément une mesure d'entretien des haies et de préservation globale du bocage. Le regroupement de ces deux MAE est appelé Action 20B. La Saône-et-Loire est le seul département en Bourgogne qui propose cette possibilité. La

DDAF de Saône-et-Loire estime qu'un peu plus de 1 000 dossiers sont concernés par l'Action 20B, pour environ 15 km de haies

LIMITES DE LA MESURE

Les MAE peuvent être contractualisées de manière isolée. Mais l'aide financière attribuée pour une MAE isolée est inférieure de 20% à la même MAE souscrite dans le cadre d'un CAD.

D'autre part, la mise en œuvre d'une MAE de façon isolée est plus complexe que lorsqu'elle est contractualisée dans le cadre d'un CAD. Ces difficultés administratives n'incitent pas les organismes conseils à les proposer aux agriculteurs.

Une des MAE les plus utilisées en France est la Prime Herbagère Agri Environnementale (PHAE). Il s'agit d'une mesure herbagère isolée qui ne peut pas être cumulée avec une mesure agri-environnementale relative aux haies. La PHAE fait donc concurrence à la contractualisation de mesures haies.

☞ PISTES DE REFLEXION

L'impossibilité de cumuler les mesures de protection des haies avec la PHAE limite leur contractualisation dans les départements de la Côte d'Or, de l'Yonne et de la Nièvre. Les mêmes dispositions qu'en Saône-et-Loire permettraient aux exploitants de cumuler la PHAE et les mesures de préservation des haies.

LES PROTECTIONS REGLEMENTAIRES

◆ ESPACES BOISES CLASSES (EBC) DANS LES POS OU LES PLU

DESCRIPTION DE LA MESURE

Les communes peuvent classer les haies en Espaces Boisés Classés (EBC), dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme. L'article L.130-1 du code de l'urbanisme, modifié par la loi paysage de 1993, rend possible le classement en espaces boisés classés des haies, réseaux de haies et plantations d'alignement. Toutes les coupes et abattages sont donc soumis à autorisation préalable. En outre, le classement en EBC interdit tout changement d'affectation du sol qui pourrait compromettre les boisements. La remise en cause du classement ne peut se faire que par une procédure de révision du PLU. En revanche, une simple révision du PLU peut permettre la création d'un EBC.

APPLICATION EN BOURGOGNE

Une enquête a été réalisée en juin 2005 auprès d'un échantillon de 141 communes bocagères. 71% des 93 communes ayant répondu ont des espaces boisés classés, soit 67 communes. 19 ont classés des haies.

LIMITES DE LA MESURE

Il s'agit d'une mesure forte de protection des haies à disposition des maires. Cependant, les mesures de protection ne s'appliquent que lorsque le PLU a été rendu public ou a été

approuvé. Le délai qui peut exister entre le début de la procédure de classement au PLU et son approbation peut conduire à des arrachages "préventifs".

Le peu de publicité faite de l'existence de cette procédure explique en partie sa faible utilisation.

Les procédures de révision d'un classement en EBC sont lourdes ce qui peut expliquer la réticence de certaines communes à utiliser cette mesure pour des haies.

◆ IDENTIFICATION DES HAIES

DESCRIPTION DE LA MESURE

Le PLU peut identifier et localiser des éléments de paysage et définir le cas échéant les prescriptions de nature à assurer leur protection (Article L. 123-1 du code de l'urbanisme). Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément paysager identifié dans le PLU doivent faire l'objet d'une autorisation. Depuis 2004, toutes les communes, y compris celles qui n'ont pas de document d'urbanisme, peuvent identifier éléments de paysage. Les éléments à protéger sont soumis à enquête publique et approuvés par le conseil municipal.

APPLICATION EN BOURGOGNE

L'enquête réalisée auprès de 141 communes bocagères (cf Espaces boisés classés) a permis de recenser 16 communes qui ont identifié des haies au titre de l'article L 123-1.

LIMITES DE LA MESURE

Comme pour les EBC, cette mesure reste largement méconnue.

Jusqu'en 2004, les communes non dotées d'un POS ou d'un PLU ne pouvaient pas utiliser cette mesure. Or, de nombreuses communes bocagères sont de petite taille et ne sont pas dotée d'un PLU. Il était donc impossible pour les principales communes concernées d'envisager une identification des haies.

◆ ARRETE PREFECTORAL DE PROTECTION DES HAIES

DESCRIPTION DE LA MESURE

Depuis 1993, les haies peuvent être classées par arrêté préfectoral, à la demande de particuliers ou dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier. Elles doivent répondre à des conditions minimales de structure, de composition et de superficie. Cette protection peut s'appliquer aux formations boisées de 500m² minimum, avec une largeur de 5 mètres pour les haies buissonnantes et de 10 mètres pour les haies de hauts jets.

Tout travail ou utilisation du sol qui aurait pour effet d'entraîner la destruction des haies identifiées à l'arrêté préfectoral ou au cadastre est soumis à autorisation du préfet.

APPLICATION EN BOURGOGNE

6 arrêtés de protection de boisement des haies ont été pris en Bourgogne. Moins de 10 km de haies sont concernées.

LIMITES DE LA MESURE

Les propriétaires connaissent peu l'existence de cette politique. En outre, les propriétaires sont souvent réticents à utiliser une mesure réglementaire qui est souvent jugée comme contraignante et irréversible.

☞ PISTES DE REFLEXION

Ces mesures réglementaires de protection peuvent être considérées comme une limitation des droits des propriétaires d'intervenir comme ils le souhaitent. Leur application est donc un sujet sensible. Elles seraient vraisemblablement mieux acceptées si elles étaient mises en œuvre comme contrepartie de dispositions financières (aides à la plantation et à l'entretien des haies) ou foncières (dans le cadre d'un programme d'aménagement foncier ou d'élaboration d'un PLU, par exemple).

LA PRISE EN COMPTE DES HAIES DANS LES DECLARATIONS DE SURFACES

DESCRIPTION DE LA MESURE

Dans certaines régions où les haies, les fossés ou les murs font traditionnellement partie du paysage agricole, la superficie occupée par ces éléments est comprise dans la STU de l'exploitation.

Chaque département définit ainsi ses normes locales : un arrêté préfectoral fixe dans chaque département les éléments à prendre en compte, ainsi que la largeur maximum qu'il est possible d'intégrer à la SAU pour compenser la place prise par ces éléments. Lorsque la largeur des haies est conforme aux normes locales fixées par le département, l'exploitant peut les inclure dans ses déclarations de surface et bénéficier ainsi d'aides sur des surfaces occupées par des haies.

Aujourd'hui, les exploitants touchent la même subvention, que leurs limites de parcelles soient cultivées ou occupées par des haies.

APPLICATION EN BOURGOGNE

En Nièvre et en Saône-et-Loire, les normes locales sont de 2 mètres, de 3 mètres en Côte d'Or. Dans l'Yonne, 2 mètres sont retenus pour les haies hautes et 4 mètres pour les haies basses.

☞ PISTES DE REFLEXION

Les surfaces occupées par des haies nouvellement plantées ne sont pas déduites des surfaces éligibles aux aides agricoles, à condition qu'elles n'excèdent pas les normes locales fixées par arrêté préfectoral dans chaque département.. Ces dispositions, issues des règlements communautaires, devraient être transcrites dans les textes français en mai ou juin 2006. Elles sont souvent méconnues des exploitants, qui peuvent pour cette raison hésiter à réaliser les plantations de haies qu'ils envisageraient. Elles gagneraient par conséquent à être portées à leur connaissance.

PLAN BOCAGE DU CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE

DESCRIPTION DE LA MESURE

Le Conseil Régional de Bourgogne a lancé en 2004 un premier appel à projet en direction des communes, agriculteurs, associations et lycées agricoles, pour soutenir leurs initiatives de plantation ou restauration de haies et bosquets. Les contrats sont signés pour une durée de 1 à 4 ans. Trois types de plantation peuvent être aidés :

- les haies champêtres, composées d'essences locales,
- les arbres alignés,
- les boqueteaux de moins de 1 000 m².

Un linéaire minimum est requis pour prétendre à cette aide (300 mètres linéaires pour un agriculteur).

Depuis 2005, l'appel à projet a été élargi aux chambres consulaires.

APPLICATION

L'appel à projet 2005 a été lancé au deuxième semestre 2004. 51 dossiers ont été reçus, 40 ont été jugés recevables. Ce sont en majorité des agriculteurs qui ont présenté des projets qui concernent près de 50 km de haies champêtres.

LIMITES DE LA MESURE

Le recul n'est pas suffisant pour analyser cette politique. Les haies n'ont pas encore été plantées et les modalités de contrôles ne sont pas encore définies.

Depuis septembre 2005, l'ENESAD a une mission d'évaluation des projets aidés.

☞ PISTES DE REFLEXION

Cette aide financière pourrait s'articuler avec des mesures réglementaires au prorata des haies, afin de garantir la pérennité des haies plantées avec des aides publiques.

AIDES AUX CUMA

DESCRIPTION DE LA MESURE

Le Conseil Régional aide les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) pour l'achat de lamiers, ou autre matériel utile à l'entretien des haies.

APPLICATION EN BOURGOGNE

Cette mesure est peu connue des exploitants. Aucune demande pour l'achat d'un lamier n'a été faite à ce jour. La CUMA déchiquetage de la Nièvre a reçu une subvention pour l'acquisition d'une déchiqueteuse. En 2004, la CUMA de Maltat (71) a déposé une demande de subvention pour l'achat d'un broyeur.

LIMITES DE LA MESURE

Un lamier contraint l'exploitant à réaliser un second passage afin de broyer les branches ou les brûler (contrairement à une élagueuse). La perte de temps induite par son utilisation n'incite pas les agriculteurs à l'utiliser.

PISTES DE REFLEXION

Une aide au kilomètre de haie entretenu, couvrant les frais de main d'œuvre, serait peut-être jugée plus utile qu'une aide à l'investissement.

OPERATION D'AMENAGEMENT FONCIER : LE REMEMBREMENT

DESCRIPTION DE LA MESURE

Le remembrement est une des sept procédures d'aménagement foncier qui existent aujourd'hui. Il a pour but d'améliorer les conditions d'exploitations agricoles en regroupant les parcelles et d'intégrer de nouvelles infrastructures de transport. Ces opérations de restructuration de la propriété foncière concernent le plus souvent les terres agricoles.

La protection des haies au cours des remembrements peut se faire à différentes phases de la procédure :

Phase préalable au remembrement :

Lors de cette première phase, la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF) peut proposer au préfet d'interdire la destruction de certains arbres comme les boisements linéaires, les haies et les plantations d'alignement. Cette interdiction est valable jusqu'à ce que l'arrêté ordonnant le remembrement et définissant la zone à remembrer soit pris.

Quand la procédure s'accompagne de travaux connexes, une étude faisant un bilan initial du site est imposée à la CCAF. Cette étude permet de mettre en évidence les éléments caractéristiques du paysage à préserver, tels que les haies. A l'issue de cette étude, ces éléments forestiers sont classés en 3 catégories :

- patrimoine arboré à conserver
- patrimoine arboré si possible à conserver ; s'il est coupé, des mesures compensatoires doivent être engagées
- patrimoine arboré pouvant être supprimé (sans condition).

Le périmètre de la zone à remembrer est ensuite défini par arrêté. Le projet d'aménagement peut commencer.

Au cours de la procédure de remembrement :

Comme dans la phase préalable au remembrement, le préfet, sur proposition de la CCAF, peut fixer la liste des travaux à interdire jusqu'à la date de clôture du remembrement.

La destruction des éléments boisés, si elle n'est pas interdite, est soumise à autorisation préfectorale.

Le programme des travaux connexes peut intégrer des travaux de restauration et de plantation des haies.

A la clôture des opérations de remembrement :

Des travaux supplémentaires de plantations peuvent être imposés par le préfet, dans le cas où la procédure autorise la réalisation de travaux connexes.

Le préfet peut prononcer par arrêté préfectoral la protection des haies existantes ou à créer.

APPLICATION EN BOURGOGNE

Plus d'une commune sur deux en Bourgogne a déjà subi un remembrement. Mais entre 2000 et 2004, moins de 50 ont eu lieu. Les mesures de protection existantes ne sont quasiment pas utilisées. Seuls 2 arrêtés préfectoraux de protection des haies ont été pris à la suite d'opérations de remembrements, dans la Nièvre.

LIMITES DE LA MESURE

L'étude initiale permet de classer certains éléments de paysage du périmètre à remembrer. Mais des arrachages de haies interviennent entre le moment où le remembrement est demandé et cette étude initiale. Par la suite, même si l'arrachage de haies est constaté pendant cette étude, aucune sanction ne peut être prise.

Les mesures de protections qui peuvent être envisagée en faveur du maintien des haies sont rarement mises en œuvre.

Pendant la procédure de remembrement, les travaux sont interdits. Cependant, peu de contrôles sont effectués.

Les géomètres jouent un rôle important dans la réorganisation parcellaire. Le devenir des haies dépend en partie de leur position dans le nouveau parcellaire. En effet, si deux parcelles à l'origine séparées par une haie sont regroupées, la haie risque d'être arrachée.

A partir du 1^{er} janvier 2006, les Conseils Généraux ont en charge la procédure d'aménagement foncier agricole et forestier, qui remplace les remembrements.

PISTES DE REFLEXION

L'annonce d'un remembrement peut conduire à des arrachages de haies anticipés. Prendre un arrêté d'interdiction de travaux dès la demande de remembrement et ne pas attendre que la procédure soit en cours éviterait ces arrachages.

Lors de l'étude initiale, les bureaux d'étude déterminent des haies dites "à conserver". Les géomètres chargés d'établir le nouveau parcellaire doivent tenir compte de ces observations. Mais l'absence d'instruction quant à leur position dans la future parcelle, peut aboutir à une haie en plein champ. Or une haie a moins de chance de se maintenir au milieu qu'en limite de parcelle.

La sensibilisation des géomètres sur l'importance de la place des haies dans les nouveaux parcellaire et aux conséquences de leur disparition pourrait limiter les arrachages post-remembrements.

Une autre piste serait de définir des quotas de haies qui doivent être calées sur les limites du nouveau parcellaire. Ils pourraient varier en fonction du territoire et de la densité de haies initiale.

REMERCIEMENTS

Ce dossier a été réalisé par l'Observatoire régional de l'environnement de Bourgogne avec les concours financiers du Conseil Régional de Bourgogne, de l'ADEME, du Conseil Général de Côte d'Or, du Conseil Général de Saône-et-Loire et du Conseil Général de la Nièvre.

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail, notamment Bertrand LEROY, élève ingénieur de l'ENESAD qui a réalisé une étude des politiques en faveur du bocage lors de son stage à l'observatoire, de février à septembre 2005. Ce rapport est une synthèse de son travail, qui est disponible au centre d'information et de documentation de l'Oreb.

BIBLIOGRAPHIE

ADASEA de la Côte d'Or. *Bilan du dispositif CTE en Côte d'Or 2000-2002*. ADASEA 21, 2002, 11 pages.

Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture. *Les formations arborées hors forêt : aspects juridiques et fiscaux*. 1996, 145 pages.

BAUDRY Jacques, JOUIN Agnès. *De la haie aux bocages : Organisation, dynamique et gestion*. INRA éditions, 2003, 474 pages.

BEQUAIN Célia, DIDIER Cyrille, LABORDE Cyril, LEHALLIER Vincent, WULLENS Mathieu. *Le bocage bourguignon : Validation de l'indice bocage – Faisabilité de l'utilisation de photos aériennes orthonormées lues sous SIG en vue du calcul de l'IB*. OREB - ENESAD, 2004, 69 pages.

BERNARD Guillaume, BOSSHARDT Paul, BOSSIO Elodie, DELARUE Jérôme, GROSJEAN Jérôme. *Expertise du néobocage bourguignon – Initiation à la démarche de projet*. OREB – ENESAD, 2005, 83 pages.

Centre Régional de la Propriété Forestière, Fédération Régionale des Chasseurs de Bourgogne. *Promouvoir l'arbre et la haie en Bourgogne – Guide technique simplifié*. CRPF - FRCB, 2005, 21 pages.

Conservatoire des sites naturels bourguignons. *Le bocage en Bourgogne*, Patrimoine naturel de Bourgogne, n° 4, 1996, 33 p.

Conservatoire des sites naturels bourguignons, Lycée professionnel agricole de Charolles, CAUE de Saône-et-Loire, Cellule d'application en écologie de l'Université de Bourgogne, Promonature. *Plan de gestion bocager charolais : guide pour un entretien diversifié des haies sur l'exploitation agricole*. Août 2001, 10 p.

CORNU Jérémie, DELOUVEE Claire-Hélène. *Des arbres et des haies : paysages à penser...paysages à panser*. CAUE 58, 2001, 21 pages.

COULOMBEIX Hélène, DEUNETTE Gaëtanne, LAZARUS Karine, ROCHETTE Amandine. *Les politiques du bocage vues par les agriculteurs dans le canton de Sombernon (21)*. Confrontation à une Situation Professionnelle. ENESAD. 2005. 26 pages.

DONDEYNAZ Céline. *Un programme pour la réhabilitation du bocage en Bresse : l'initiative intercommunale sur le canton de Pont de Veyle*. Université de Bourgogne, Communauté de communes du canton de Pont-de-Veyle, 2004, 48 p.

Direction régionale de l'agriculture et de la forêt de Bretagne, Institut pour le développement forestier. *Les haies de Bretagne : enquête statistique, application à un diagnostic de leurs rôles*. Mai 1997, 109 p.

DODET Philippe, EBERHART Marcel. *La vie des haies*. Educagri éditions, cassette vidéo VHS Secam 38 minutes.

GIRAUDEL Catherine. *Statut juridique des haies, propositions d'évolutions*. **In** : ONCFS. Journée d'études européennes sur les bocages : Ruralité, faune sauvage et développement durable. Le bocage, enjeux de territoire pour demain, 16 et 17 octobre 2002, Cerizay. Lieu d'édition : Editeur commercial, année de publication, pagination.

GOUGUET Cyril. *Guide juridique pour les haies du Perche*. Parc naturel régional du Perche, 2000, 200 pages.

MAGNIERE Anne. *La prise en compte, par les agriculteurs, des éléments naturels dans la gestion et l'aménagement de l'espace agricole en Côte-d'Or*. Université de Bourgogne, Chambre d'agriculture de Côte-d'Or, 2001, 46 p.

MICHAULT Raphaël. *La haie dans le département de l'Yonne : Première approche*. Maîtrise des Sciences et Techniques Aménagement. Institut de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes, 1998, 60 pages.

Observatoire régional de l'environnement de Bourgogne. *Bocages de Bourgogne*. Repères, 2005, n° 37, 12 pages.

Observatoire régional de l'environnement de Bourgogne. *Les bocages en Bourgogne, Volume 1 : évolutions et enjeux, rapport technique*. 2000, 21 pages.

Observatoire régional de l'environnement de Bourgogne. *Pays de bocages*. Repères, 2000, n°20, 12 pages.

Office national de la chasse et de la faune sauvage. *Journées d'études européennes sur les bocages : ruralité, faune sauvage et développement durable. Le bocage, enjeux de territoire pour demain*. Actes du colloque de Cerizay, 16 et 17 octobre 2002. 123 p.

Parc Naturel Régional du Morvan. *Charte révisée du parc naturel régional du Morvan*. PNRM, 1996, 73 pages.

Parc naturel régional du Perche. *Guide juridique pour les haies du Perche*. Novembre 2000, 200 p.

PERICHON Samuel. *L'échec des replantations de haies bocagères en Ile-et-Vilaine*. Le courrier de l'environnement de l'INRA, 2003, n°48, p53-60.

PEYRTON Thierry. *Contribution à l'évaluation des mesures agro-environnementales : le cas du bocage en Saône-et-Loire*. Université de Bourgogne, 2002, 47 p.

POINTEREAU Philippe, BAZILE Didier. *Arbres des champs, haies, alignements, prés vergers ou l'art du bocage*. Solagro, 1995, 139 pages.

POINTEREAU Philippe. *Evolution du linéaire en France depuis quarante ans*. Courrier de l'environnement de l'INRA, 2002, n°48, p69-73.

Sites Internet :

ADASEA 89. (04/2005). *Les aides financières : CAD*

Adresse URL : <http://www.adasea89.net>

Conseil Régional de Bourgogne (04/2005) *Guide des aides : Aide aux CUMA.*

<http://www.cr-bourgogne.fr>

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du Cher. (06/2005). *Agriculture.*

<http://ddaf.cher.agriculture.gouv.fr/>

DRAF Champagne-Ardenne (06/2005)

<http://www.draf.champagne-ardenne.agriculture.gouv.fr>

DIREN BOURGOGNE. (06/2005).

<http://www.bourgogne.ecologie.gouv.fr>

Inventaire Forestier National. (08/2005) *Définitions*

<http://www.ifn.fr>

Légifrance. (2005). *Code civil, Code de l'Environnement, Code Forestier, Code Rural, Code de l'Urbanisme*

<http://www.legifrance.gouv.fr>

Ministère de la culture (08/2005).

<http://www.culture.gouv.fr>

Ministère de l'écologie et du développement durable. (2005). *Patrimoine naturel*

<http://www.ecologie.gouv.fr>

Natura 2000. (08/2005). *Lexique*

<http://www.natura2000.environnement.gouv.fr>

OREB (2005). *Indicateurs*

<http://www.oreb.org>

**23 janvier 2006 :
l'OREB est devenu Agence régionale pour
l'environnement et le développement soutenable
en Bourgogne**

De l'observatoire...

La mission de l'OREB était de développer la connaissance de l'environnement et des problématiques liées à l'environnement régional. Cette mission s'est concrétisée par une activité de production et de diffusion d'informations avec principalement trois cibles : apporter aux pouvoirs publics une information pertinente sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour guider leur action, informer et sensibiliser l'ensemble des Bourguignons et, à travers le SFFERE, développer la formation des formateurs à l'éducation relative à l'environnement. Ces trois dimensions participent d'un objectif commun : favoriser auprès de tous les publics le développement d'une culture de l'environnement.

... à l'agence

Cette mission n'a rien perdu de sa pertinence, mais avec la montée en puissance des enjeux associés aux problématiques environnementales, il est désormais nécessaire d'aller plus loin.

Développement soutenable

Les enjeux environnementaux sont devenus des enjeux de société, qu'il est aujourd'hui indispensable de prendre en compte dans une perspective globale. C'est la raison pour laquelle le nom et l'objet de l'association font clairement référence à la nécessité d'un développement soutenable – avec pour spécificité d'y contribuer « notamment par la prise en compte de l'environnement ».

Agir

L'agence jouera par conséquent un rôle moteur pour favoriser la prise en compte de l'environnement et d'un développement soutenable dans les politiques et les actions des territoires bourguignons. S'il s'agit toujours d'informer, il s'agit ainsi de susciter les initiatives, de les accompagner, de les faciliter – et de les faire connaître, aussi, pour donner à d'autres l'envie et les moyens d'agir à leur tour. L'agence se donne notamment pour cela l'objectif de mutualiser les informations et les réflexions, de mutualiser les retours d'expérience, de mutualiser les savoir-faire et les outils qui peuvent servir à tous.

Agence régionale pour
l'environnement et le
développement soutenable
en Bourgogne
30 bd de Strasbourg
21000 DIJON

Tél : 03.80.68.44.30
Fax : 03.80.68.44.31
Mél : observatoire@oreb.org

Site Internet : www.oreb.org

prix : 2,20 €
